



Symposium PSDR4

Transitions pour le développement des territoires

Connaissances et pratiques innovantes pour des modèles agricoles, alimentaires et forestiers résilients

Angers, 28-30 Octobre 2020

Proposition de communication

Formulaire à poster sur le site du colloque (<https://symposium.inrae.fr/psdr4/>)

Avant le 10 Juillet 2020.

Titre : Quelles intégrations des enjeux de santé et d'environnement par les coopératives agricoles et la restauration collective ?

Auteurs : Claire LE BRAS – Michel DURU

Coordonnées précises du ou des auteurs (en précisant le correspondant) :

Claire LE BRAS (correspondant) claire.lebras@wanadoo.fr 06 89 48 53 64	Michel DURU michel.duru@inrae.fr 0650285899
--	---

Référence à la (aux) région(s) et au(x) Projet(s) PSDR (éventuelle) :

PSDR4 Occitanie : Projet de recherche ATA-RI

Référence à la thématique visée :

Nouveaux modèles alimentaires, enjeux de développement durable des territoires

Résumé

(Times New Roman, 12 pt, interligne simple)

3 pages max

Objectif de la communication :

Identifier les freins et leviers à l'intégration des enjeux de santé et d'environnement dans les coopératives agricoles et structures de la restauration collective pour favoriser, expérimenter et encourager la structuration de systèmes alimentaires durables au sein d'un territoire

Méthode :

- **Sélection de 9 coopératives agricoles spécialisées en grandes cultures et élevage** issues des secteurs dominants de la coopération régionale et plus susceptibles d'intégrer la question de la diversification des protéines, au cœur des enjeux de santé et d'environnement, d'où le choix d'exclure de l'étude des coopératives spécialisées en productions maraichères et laitières.
- **Sélection de 9 structures de la restauration collective** représentatives de la diversité des modes de gestion concédée ou autogérée, agissant dans le public ou le privé, dans les secteurs de la santé, du scolaire, et de l'entreprise.
- **Entretiens de leurs responsables** par une approche qualitative basée sur un jeu de cartes « actions pour répondre aux enjeux de santé et d'environnement ».
- **Les actions mises en œuvre ou envisagées par ces structures ont été recensées et regroupées par thématique. Elles ont permis d'identifier des leviers pour prendre en compte ces enjeux et évaluer le niveau d'intégration des structures.**

Pour les coopératives agricoles	Pour la restauration collective
<ul style="list-style-type: none">➤ Investissements matériels pour la gestion de la qualité et de la traçabilité des cultures mineures (légumineuses, lin, etc.)➤ Développement de systèmes économes en intrants et intensification écologique➤ Investissements matériels pour des filières alimentation animales françaises➤ Développement et incitations à des infrastructures pour la biodiversité chez les adhérents➤ Mise en place de contrats de filières pour les cultures mineures➤ Renforcement du bien-être animal➤ Utilisation de technologies « intelligentes » & « biologiques »➤ Développement de systèmes de culture plus extensifs répondant à un cahier des charges environnemental et sanitaire	<ul style="list-style-type: none">➤ Diminution des protéines animales pour un apport plus faible de ces protéines mais de qualité➤ Approvisionnement en produits sous Signe Officiel de la Qualité et de l'Origine ou démarche de progrès (environnementale ou sanitaire)➤ Augmentation des produits locaux et de saison➤ Investissements matériels et humains pour la maîtrise de la transformation et la conservation des aliments➤ Réduction de l'utilisation du plastique➤ Lutte contre le gaspillage alimentaire➤ Végétalisation des assiettes : augmentation des légumineuses➤ Augmentation de la part de produits frais et baisse de la parts de produits ultra-transformés

- **Le niveau d'intégration de chaque structure correspond :**

- Au nombre de leviers mobilisés
- Au degré d'engagement dans chacun de ces leviers (*degré 1 = des changements profonds sont en cours degré 2 = des changements d'optimisation du système existant sont réalisés degré 3 = des changements sont envisagés mais encore peu mis en œuvre*)
- Utilisation de la méthode xx pour

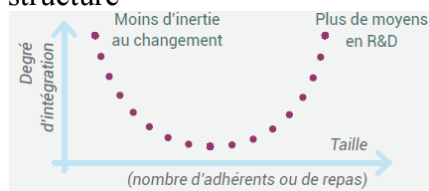
Résultats :

Trois niveaux d'intégration de ces enjeux ont été identifiés :

- Intégration limitée : 7 des 18 structures enquêtées, bien que conscientes des enjeux de santé et d'environnement, les intègrent de manière limitée.
 - Peu de leviers sont mobilisés
 - Les changements sont souvent considérés comme très complexes à mettre en œuvre
- Intégration modérée : 7 des 18 structures enquêtées sont en cours d'intégration des enjeux de santé et d'environnement.
 - Seulement une partie des leviers est mobilisée
 - Les changements associés correspondent plutôt à l'optimisation des systèmes existants
- Intégration forte : 4 des 18 structures ont un engagement fort dans les enjeux de santé et d'environnement. Ce sont des structures que l'on peut qualifier de « pionnières ».
 - Les 8 leviers sont mobilisés
 - Les changements associés correspondent plutôt à des changements profonds

Ces niveaux d'intégration s'expliquent par l'influence de la réglementation actuelle (loi Egalim), de la demande sociétale et de facteurs (limites ou atouts) internes aux structures. Parmi eux :

- La taille et la complexité de la structure



- La présence d'un responsable engagé dans la structure : qui porte, sur la durée, une volonté de changement.
- Le secteur de spécialisation de la structure : qui permet une intégration des enjeux parfois plus facile à mettre en œuvre (ex : le scolaire en restauration collective).

À noter : la diversification des protéines un enjeu clé encore peu considéré, mais pour lequel les structures investissent progressivement. En effet, les leviers faisant référence à une diminution des produits animaux produits et consommés et à une augmentation des légumineuses sont moins souvent mobilisés. Pour le futur, les structures envisagent principalement d'agir sur les leviers suivants :

- *La mise en place de contrats de filières pour les légumineuses (coopératives agricoles)*
- *Des investissements matériels et humains pour la maîtrise de la transformation et conservation des aliments (restauration collective)*

Retombées :

- Cette étude a donné lieu à une restitution lors d'une rencontre entre acteurs de l'offre et la demande de la région Occitanie le 31 octobre 2019.
- Elle a permis d'initier une réflexion commune entre acteurs de l'offre et de la demande des filières alimentaires territoriales concernant la redéfinition de l'élevage associé à une diminution de la quantité des produits animaux consommés et une augmentation des légumineuses.

Bibliographie (10 références max.) :

NADEL, S. (2014). Changements Organisationnels, Structures Industrielles et Innovations Environnementales Françaises, Le cas des firmes industrielles.

Touzard, J.-M., & Draperi, J.-F. (2003). Les coopératives entre territoires et modernisation (Institut d, Vol. 2).

Touzard, J.-M., & Fournier, S. (2014). La complexité des systèmes alimentaires : un atout pour la sécurité alimentaire? Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement. Retrieved from <https://journals.openedition.org/vertigo/14840#bibliography>